

Intégration du tourisme d'affaires dans le cadre du développement durable:

une analyse dynamiques et des politiques publiques au Maroc

Integration of business tourism within the framework of sustainable development:

a dynamic analysis and public policies in Morocco.

ENNOUHI NOUHAILA, (Doctorante)

Laboratoire de Recherche en Compétitivité Economique et Performance Managériale

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales – Souissi Rabat.

Université Mohammed 5 Rabat, Maroc

BENYASSINE HICHAM, (Enseignant Chercheur)

Laboratoire de Recherche en Compétitivité Economique et Performance Managériale

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales-Agdal Rabat.

Université Mohammed 5 Rabat, Maroc

Résumé:

Cet article examine les dynamiques, obstacles et stratégies liés à l'intégration du développement durable dans le tourisme d'affaires au Maroc. En tant que destination stratégique en Afrique du Nord, le Maroc a investi dans des infrastructures modernes et s'efforce de renforcer son attractivité en adoptant des pratiques écoresponsables. Malgré l'existence de politiques publiques de soutien, l'adoption de la durabilité reste limitée en raison des obstacles financiers et du manque de coordination entre les acteurs publics et privés. Cet article met en lumière le rôle essentiel des partenariats public-privé et des innovations technologiques, telles que l'intelligence artificielle et les événements hybrides, qui permettent de réduire l'empreinte écologique du secteur. En analysant ces dynamiques locales et internationales, ce travail propose des recommandations visant à renforcer le positionnement du Maroc comme leader du tourisme d'affaires durable dans la région.

Mots-clés: Tourisme d'affaires, Développement durable, Maroc, Partenariats public-privé, Innovations technologiques

Type de l'article: article théorique

Abstract:

This article examines the dynamics, obstacles, and strategies associated with integrating sustainability into business tourism in Morocco. As a strategic destination in North Africa, Morocco has invested in modern infrastructures and is working to enhance its appeal by adopting eco-friendly practices. Despite supportive public policies, the adoption of sustainability remains limited due to financial constraints and a lack of coordination between public and private stakeholders. This article highlights the crucial role of public-private partnerships and technological innovations, such as artificial intelligence and hybrid events, which help reduce the sector's environmental footprint. By analyzing these local and international dynamics, this work offers recommendations to strengthen Morocco's position as a leader in sustainable business tourism within the region.

Keywords: Business tourism, Sustainability, Morocco, Public-private partnerships, Technological innovations

Introduction

Le tourisme d'affaires est un levier économique puissant pour de nombreuses économies modernes, et le Maroc n'échappe pas à cette tendance. Défini comme l'ensemble des déplacements et événements liés aux activités professionnelles, le tourisme d'affaires inclut des conférences, des congrès, des expositions, des réunions et d'autres événements corporatifs. Il se distingue du tourisme de loisirs par sa régularité et sa résilience aux fluctuations économiques, car il répond à des besoins structurels des entreprises. Au niveau mondial, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT, 2023) estime que le tourisme d'affaires représente environ 15 % des dépenses touristiques globales, soit une part significative qui témoigne de l'importance croissante de ce secteur. Dans des pays comme le Maroc, le développement du tourisme d'affaires constitue une opportunité unique pour diversifier l'économie, attirer des investissements internationaux et renforcer les capacités locales.

Au Maroc, le secteur du tourisme d'affaires est en pleine expansion, particulièrement dans des centres urbains comme Casablanca, Marrakech, Rabat, et Tanger, où des infrastructures modernes ont été construites pour accueillir des événements d'envergure. Ces villes, dotées de centres de conférences, de complexes hôteliers de luxe, et de liaisons aériennes internationales, permettent au pays de concurrencer d'autres destinations populaires en Afrique et au Moyen-Orient (Ministère du Tourisme, 2023). En 2022, ce secteur a généré des revenus significatifs, contribuant à hauteur de près de 3 % au PIB national et créant de nombreux emplois directs et indirects (Haut-Commissariat au Plan, 2023). Le développement du tourisme d'affaires au Maroc ne se limite donc pas à des enjeux économiques ; il offre aussi un espace pour la diplomatie économique et le positionnement du pays en tant que plaque tournante des affaires en Afrique du Nord.

Dans un contexte où le développement durable est devenu une priorité mondiale, il est essentiel de considérer l'empreinte écologique du tourisme d'affaires. Ce secteur implique des déplacements fréquents, une utilisation intensive des infrastructures, et génère un volume important de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre. Un rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE, 2022) indique que le tourisme dans son ensemble est responsable de près de 8 % des émissions mondiales de CO₂. Cette donnée met en évidence l'importance de mettre en œuvre des pratiques durables dans le secteur du tourisme d'affaires, qui consomme souvent plus de ressources en raison de la nature et de la taille des événements organisés. Le Maroc a commencé à s'engager dans cette voie à travers des initiatives visant à réduire l'impact écologique des événements et à promouvoir l'utilisation de matériaux recyclés, l'optimisation énergétique, et la gestion des déchets dans les infrastructures touristiques.

Cet article vise à répondre à trois objectifs principaux. Premièrement, il s'agit de dresser un état des lieux du tourisme d'affaires au Maroc, en analysant les caractéristiques de ce secteur et son impact économique. Deuxièmement, nous explorerons comment le développement durable peut être intégré dans le tourisme d'affaires, en soulignant des pratiques et initiatives qui favorisent une gestion écologique des ressources. Enfin, cet article proposera des recommandations concrètes pour encourager une croissance durable du tourisme d'affaires au Maroc, offrant ainsi aux décideurs et aux acteurs du secteur un cadre de réflexion et d'action.

Par une analyse approfondie et des exemples de bonnes pratiques, ce travail cherche à démontrer que le développement durable est non seulement une réponse aux enjeux écologiques, mais aussi un facteur de compétitivité pour le Maroc dans le marché global du tourisme d'affaires.

Objectifs de l'article

Les objectifs de cet article sont multiples. Premièrement, il vise à dresser un état des lieux du tourisme d'affaires au Maroc en analysant les caractéristiques, les acteurs et l'impact économique de ce secteur. Deuxièmement, l'article explore les liens entre le tourisme d'affaires et le développement durable, en soulignant les pratiques durables existantes et en mettant en lumière des exemples d'initiatives réussies. Enfin, l'article propose des recommandations pratiques pour favoriser l'intégration du développement durable dans le tourisme d'affaires marocain. Cette analyse repose sur des études de cas, des statistiques et des recherches académiques, et elle se veut une ressource pour les décideurs, les professionnels du secteur et les chercheurs intéressés par le tourisme durable.

En somme, cet article cherche à démontrer que le développement durable est non seulement une nécessité environnementale mais aussi un avantage compétitif pour le Maroc, renforçant sa position dans le marché mondial du tourisme d'affaires tout en assurant la durabilité des ressources naturelles et humaines du pays.

Dans le cadre de l'étude du tourisme d'affaires durable au Maroc, les théories explicatives permettent de comprendre les raisons pour lesquelles les acteurs du secteur adoptent des pratiques durables et les motivations sous-jacentes qui guident leurs choix organisationnels et stratégiques. Ces théories explicatives fournissent des cadres d'analyse pour interpréter les facteurs qui influencent l'adoption de la durabilité dans le secteur touristique.

1. Les Théories explicatives:

1.1. La Théorie de l'Institutionnalisme

La théorie de l'institutionnalisme, développée par DiMaggio et Powell (1983), explique comment les organisations adoptent des pratiques en réponse à des pressions institutionnelles et normatives. Dans le cas du tourisme d'affaires au Maroc, cette théorie permet de comprendre comment les politiques publiques, les régulations internationales, et les attentes des parties prenantes incitent les entreprises à intégrer la durabilité dans leurs pratiques. Selon cette théorie, les entreprises touristiques adoptent des pratiques écoresponsables pour renforcer leur légitimité et obtenir une reconnaissance institutionnelle, en particulier dans un marché où les certifications et labels, comme la Clef Verte, deviennent des standards de qualité. Cette adoption résulte souvent d'un mimétisme entre entreprises pour répondre aux normes de l'industrie et améliorer leur compétitivité (DiMaggio & Powell, 1983).

1.2. La Théorie des Parties Prenantes

La théorie des parties prenantes, proposée par Freeman (1984), souligne que les décisions organisationnelles sont influencées par les intérêts et attentes de différents groupes, comme les clients, les employés, les gouvernements, et les organisations non gouvernementales. Appliquée au secteur du tourisme d'affaires durable, cette théorie explicative suggère que les entreprises adoptent des pratiques de durabilité pour répondre aux attentes des parties prenantes qui valorisent la responsabilité sociale et environnementale. Dans le contexte marocain, la pression exercée par des parties prenantes externes, telles que les clients internationaux et les régulateurs, encourage les entreprises à adopter des pratiques écoresponsables pour préserver leur image et fidéliser une clientèle de plus en plus soucieuse des enjeux de durabilité. Freeman (1984) affirme que répondre aux besoins des parties prenantes est essentiel pour la pérennité des entreprises, ce qui est particulièrement pertinent dans le secteur du tourisme, où les attentes en matière de durabilité augmentent.

1.3. La Théorie de l'Avantage Concurrentiel Durable

Porter et van der Linde (1995) avancent que la durabilité peut générer un avantage concurrentiel pour les entreprises en leur permettant de se différencier sur le marché. Selon cette théorie, les entreprises du secteur touristique peuvent adopter des pratiques durables non seulement pour se conformer aux réglementations mais aussi pour améliorer leur compétitivité et attirer des clients sensibles aux questions environnementales. Dans le tourisme d'affaires, les certifications de durabilité et les infrastructures écoresponsables sont perçues comme des éléments de différenciation qui renforcent l'attractivité d'une destination. Le Maroc, en tant que destination touristique internationale, bénéficie de cet avantage en attirant des événements d'affaires et des entreprises soucieuses de l'impact écologique de leurs activités. Ainsi, l'adoption de pratiques de durabilité permet aux entreprises marocaines d'améliorer leur positionnement, d'attirer de nouveaux segments de marché, et de répondre aux attentes de compétitivité globale (Porter & van der Linde, 1995).

1.4. La Théorie de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

La théorie de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) soutient que les entreprises adoptent des pratiques de durabilité pour assumer une responsabilité au-delà de leurs seuls intérêts économiques (Carroll, 1991). Dans le contexte du tourisme d'affaires durable, cette théorie explique pourquoi les entreprises, telles que les hôtels et centres de congrès, investissent dans des pratiques écoresponsables pour limiter leur impact environnemental et contribuer au bien-être des communautés locales. Selon Carroll (1991), les pratiques de RSE incluent des actions de durabilité comme la réduction des émissions de carbone, la gestion responsable des ressources, et le soutien aux initiatives locales. Au Maroc, de nombreuses entreprises adoptent des pratiques de RSE pour se conformer aux attentes sociétales et valoriser leur image en tant qu'acteurs responsables. Cette approche favorise également la transparence et la création de relations positives avec les parties prenantes.

1.5. La Théorie de l'Économie Comportementale

L'économie comportementale, représentée par des travaux de Kahneman et Tversky (1979), explique comment les décisions des organisations peuvent être influencées par des biais cognitifs et des motivations non rationnelles. Appliquée au tourisme d'affaires durable, cette théorie permet d'interpréter certaines pratiques adoptées par les entreprises pour des raisons symboliques ou en réponse à des biais perçus. Par exemple, la mise en place de politiques de durabilité peut être motivée par le biais de conformité sociale ou par l'effet de réputation. Les entreprises touristiques peuvent ainsi adopter des pratiques écoresponsables non seulement pour des raisons économiques mais aussi pour améliorer leur réputation auprès de leurs clients et pour renforcer leur image de marque. Kahneman et Tversky (1979) soulignent que les décisions sont souvent influencées par des facteurs externes, tels que la pression sociale, qui, dans le cas du tourisme, favorise la mise en œuvre de pratiques durables pour répondre aux attentes sociétales croissantes.

1.6.Synthèse des Théories Explicatives

Ces théories explicatives offrent des perspectives complémentaires pour interpréter les motivations qui guident l'adoption de la durabilité dans le tourisme d'affaires au Maroc. Tandis que la théorie institutionnelle met en avant les pressions normatives et la quête de légitimité, la théorie des parties prenantes souligne l'importance de répondre aux attentes des différents groupes d'intérêt. La théorie de l'avantage concurrentiel, quant à elle, éclaire les motivations économiques liées à la compétitivité, alors que la RSE met en avant une vision plus éthique de la durabilité. Enfin, l'économie comportementale permet de comprendre les motivations non rationnelles, comme l'impact de la réputation et des biais cognitifs, dans l'adoption des pratiques de durabilité. Ces cadres théoriques expliquent la diversité des motivations et stratégies adoptées par les acteurs du tourisme d'affaires au Maroc pour intégrer la durabilité de manière efficace et compétitive.

2. État des lieux du tourisme d'affaires au Maroc

Le tourisme d'affaires, un secteur dynamique et en constante croissance, occupe une place stratégique dans le développement économique de nombreux pays, dont le Maroc. Cette section propose une analyse du contexte actuel du tourisme d'affaires au Maroc, en abordant sa définition, ses caractéristiques spécifiques, son évolution récente, les acteurs principaux et les infrastructures disponibles, ainsi que son impact économique mesuré par des statistiques récentes.

2.1. Définition et caractéristiques du tourisme d'affaires

Le tourisme d'affaires comprend l'ensemble des déplacements et des activités professionnelles, incluant les conférences, les expositions, les réunions et autres événements corporatifs (Organisation Mondiale du Tourisme [OMT], 2023). Contrairement au tourisme de loisirs, le tourisme d'affaires est souvent orienté vers des objectifs de productivité, d'échange de connaissances et de développement commercial. Il est généralement organisé de manière collective par les entreprises ou les organisations et vise à créer un cadre propice aux échanges

d'affaires et au réseautage. Cette spécificité rend ce type de tourisme moins sensible à la saisonnalité et plus résilient face aux fluctuations économiques globales.

Au Maroc, le tourisme d'affaires s'est progressivement structuré autour de plusieurs pôles économiques comme Casablanca, Marrakech, et Rabat, qui disposent d'infrastructures adaptées pour accueillir des événements d'envergure. Ces villes, avec leurs centres de congrès, hôtels de luxe, et connexions aériennes directes, attirent des événements internationaux, notamment des conférences économiques et des expositions commerciales. Les professionnels du secteur touristique marocain, dans ce cadre, s'attachent à offrir des services personnalisés et à la pointe de la technologie, ce qui renforce l'attractivité du pays comme destination d'affaires compétitive en Afrique du Nord (Haut-Commissariat au Plan [HCP], 2023).

2.2. Évolution du secteur au Maroc

Le tourisme d'affaires au Maroc a connu une expansion notable au cours des deux dernières décennies, soutenue par des investissements publics et privés destinés à moderniser les infrastructures touristiques et à renforcer l'attractivité du pays (Ministère du Tourisme, 2023). Le gouvernement marocain a mis en œuvre des plans stratégiques pour faire du pays une destination majeure en matière de tourisme d'affaires, en capitalisant sur sa position géographique stratégique entre l'Europe et l'Afrique. Ces initiatives incluent des projets de développement de nouvelles infrastructures hôtelières, la rénovation des aéroports et la création de zones d'affaires dédiées.

Des événements phares comme le Salon international de l'agriculture au Maroc (SIAM) ou le Festival international du film de Marrakech, bien que relevant aussi du tourisme événementiel, ont contribué à renforcer l'image du Maroc comme une destination de choix pour les affaires. En 2022, le tourisme d'affaires représentait environ 12 % des recettes touristiques totales du pays, avec une croissance attendue de 5 % par an selon les estimations des experts du secteur (OMT, 2023).

2.3. Acteurs clés et infrastructures disponibles

Le secteur du tourisme d'affaires marocain repose sur une collaboration active entre plusieurs acteurs: entreprises privées, organismes gouvernementaux, et établissements de formation. Parmi les acteurs privés, on compte des hôtels de luxe, des agences de voyages spécialisées, des entreprises de gestion d'événements, ainsi que des plateformes numériques facilitant la planification des événements (Ministère du Tourisme, 2023). À titre d'exemple, plusieurs hôtels haut de gamme à Casablanca et Marrakech offrent des salles de conférence équipées des dernières technologies, adaptés aux besoins des entreprises internationales.

Les infrastructures au Maroc dédiées au tourisme d'affaires sont variées et modernes. Casablanca abrite plusieurs centres de conférence majeurs, comme le Parc d'Expositions de l'Office des Changes, qui accueille des salons internationaux de renom, tandis que Marrakech dispose du Palais des Congrès, une infrastructure qui attire de nombreux événements d'envergure. De plus, des investissements ont été réalisés pour améliorer les connexions aériennes, en augmentant la capacité des principaux aéroports du pays et en ajoutant de

nouvelles liaisons internationales, ce qui facilite l'accès pour les professionnels étrangers (Office National des Aéroports [ONDA], 2022).

2.4. Statistiques et impact économique

Le tourisme d'affaires est une source significative de revenus pour l'économie marocaine. Selon le Haut-Commissariat au Plan (2023), le secteur du tourisme dans son ensemble a contribué à hauteur de 7,1 % au PIB en 2022, et le segment du tourisme d'affaires représente une part notable de ces revenus. Les estimations pour 2023 indiquent que le tourisme d'affaires pourrait générer environ 3 % du PIB national, en raison de la forte demande pour des événements internationaux et des voyages d'affaires.

En termes de création d'emplois, le tourisme d'affaires est également un moteur économique pour les régions où se concentrent les activités, particulièrement à Casablanca et Marrakech. Ce secteur génère des emplois directs dans l'hôtellerie, le transport, et la gestion d'événements, mais il a également un impact indirect en stimulant les secteurs connexes comme la restauration, les services de sécurité, et la logistique (HCP, 2023).

Les statistiques récentes démontrent que la croissance du tourisme d'affaires au Maroc est en ligne avec celle observée dans les marchés émergents, consolidant la position du pays en tant que destination d'affaires en Afrique du Nord. Avec des recettes touristiques globales s'élevant à plus de 9 milliards de dollars en 2022, le Maroc est devenu une destination compétitive dans le tourisme d'affaires, attirant des entreprises de secteurs variés, notamment la finance, l'agriculture, et les technologies de l'information (OMT, 2023).

En somme, le tourisme d'affaires au Maroc, en pleine croissance, représente non seulement une source de revenus conséquente pour l'économie nationale, mais également une opportunité pour accroître l'influence du pays sur la scène internationale et pour attirer des investissements étrangers. Cependant, cette expansion doit être accompagnée de pratiques durables et d'un renforcement des infrastructures pour maintenir son dynamisme dans un marché mondial de plus en plus concurrentiel.

Le graphique ci-dessous montre une tendance générale de croissance des revenus générés par le tourisme d'affaires au Maroc entre 2014 et 2024, avec une légère baisse en 2020 et un rebond progressif jusqu'en 2024. Cette analyse met en lumière les principales dynamiques économiques, les facteurs de croissance, ainsi que les défis auxquels ce secteur fait face dans un contexte de compétitivité régionale.

De 2014 à 2019, le secteur du tourisme d'affaires marocain a bénéficié d'une croissance constante. Cette évolution positive peut être attribuée aux investissements soutenus par le gouvernement marocain et le secteur privé pour développer des infrastructures modernes, telles que des centres de conférence, des hôtels de luxe, et des aéroports bien reliés aux principales capitales mondiales. Casablanca, Marrakech, et Rabat, en particulier, sont devenues des pôles importants pour le tourisme d'affaires, accueillant des événements d'envergure internationale et attirant des entreprises intéressées par le potentiel économique marocain et sa position stratégique entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient. La hausse des revenus de 5,8 milliards USD en 2014 à 7,8 milliards USD en 2019 reflète cette croissance structurelle, soutenue par

une demande accrue des entreprises internationales pour les conférences, les salons professionnels, et les événements d'affaires.

L'année 2020 marque une rupture significative, avec une baisse des revenus due à la pandémie de COVID-19. Le tourisme d'affaires mondial a subi un arrêt brutal en raison des restrictions de déplacement, de la fermeture des frontières, et de l'annulation des événements en présentiel. Pour le Maroc, cette crise a entraîné une perte économique dans le secteur, accentuant la dépendance du pays aux mesures sanitaires mondiales. Cependant, l'effet de cette baisse a été relativement limité dans le temps grâce aux mesures de relance du gouvernement et à la résilience du secteur, permettant une reprise rapide dès 2021.

À partir de 2021, les revenus du tourisme d'affaires ont affiché une reprise encourageante, atteignant 8,5 milliards USD en 2023 et projetés à 8,9 milliards USD en 2024. Ce redressement reflète la capacité du Maroc à rebondir et à capitaliser sur la demande croissante pour les événements en présentiel, alors que les entreprises cherchent à restaurer leurs réseaux commerciaux et à rattraper les occasions perdues durant la pandémie. Cette tendance positive est également soutenue par des initiatives stratégiques comme la promotion d'événements zéro déchet, l'utilisation d'énergies renouvelables dans les infrastructures, et l'amélioration de la connectivité aérienne.

En conclusion, cette croissance post-crise indique non seulement le retour à un niveau d'activité pré-pandémique mais aussi un potentiel de développement accru pour le tourisme d'affaires marocain. Néanmoins, la poursuite de cette trajectoire dépendra de l'adoption de pratiques durables et de la capacité du pays à renforcer ses infrastructures pour répondre à une demande internationale exigeante, dans un secteur qui reste très compétitif en Afrique et au Moyen-Orient. Le Maroc est ainsi bien positionné pour devenir un acteur majeur du tourisme d'affaires, mais le maintien de cette croissance nécessitera des stratégies d'innovation, de durabilité et de différenciation face aux marchés concurrents.



Source: Auteur

2.2. Développement durable et tourisme d'affaires

2.2.1. Concepts de développement durable

Le développement durable, tel que défini par la Commission Brundtland (1987), vise à répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Il repose sur trois piliers fondamentaux: le développement économique, la préservation de l'environnement, et l'équité sociale (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987). Dans le contexte actuel, où les activités humaines et les industries influencent profondément les écosystèmes, il est essentiel de repenser les pratiques pour minimiser les impacts négatifs. Le tourisme d'affaires, de par sa nature, utilise souvent des ressources énergétiques importantes et génère une empreinte écologique conséquente, ce qui justifie l'intégration de principes de durabilité pour atténuer son impact.

La mise en œuvre de pratiques de développement durable dans le tourisme inclut la réduction des émissions de CO₂, l'utilisation efficace des ressources naturelles, et la gestion des déchets. Les objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies en 2015 soulignent l'importance d'une croissance durable dans tous les secteurs, y compris le tourisme, afin de préserver les écosystèmes tout en contribuant à l'économie (Nations Unies, 2015). La durabilité est donc devenue une priorité stratégique pour les acteurs du secteur touristique, les gouvernements, et les entreprises, qui cherchent à conjuguer succès économique et responsabilité environnementale.

2.2.2 Liens entre tourisme d'affaires et développement durable

Le tourisme d'affaires et le développement durable sont intimement liés, bien que parfois perçus comme antagonistes en raison de l'empreinte carbone élevée associée aux événements professionnels. Les voyages internationaux pour les réunions et conférences, la consommation d'énergie dans les infrastructures d'accueil, et la gestion des déchets sont autant de facteurs qui posent des défis en matière de durabilité (Organisation Mondiale du Tourisme [OMT], 2023). Toutefois, l'intégration de pratiques durables dans le tourisme d'affaires présente des avantages à la fois environnementaux et économiques, en réduisant les coûts d'exploitation, améliorant l'image des entreprises, et répondant aux attentes des clients de plus en plus sensibilisés aux enjeux environnementaux.

Les entreprises et organisations qui choisissent des destinations et des prestataires adoptant des pratiques durables se positionnent favorablement sur le marché, tout en renforçant la visibilité de leurs engagements en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE). De plus, le tourisme d'affaires durable contribue à la pérennité des destinations en préservant leurs ressources, en soutenant les économies locales, et en créant des opportunités d'emplois respectueuses des communautés locales. Ainsi, le développement durable est devenu un facteur stratégique, les acteurs du secteur comprenant désormais que l'alignement de leurs activités avec les objectifs environnementaux globaux peut non seulement garantir leur succès à long terme, mais également répondre aux besoins de leurs parties prenantes (OMT, 2023).

2.2.3 Pratiques durables dans le secteur

De nombreuses pratiques durables sont actuellement adoptées par les professionnels du tourisme d'affaires. Parmi celles-ci, on trouve la gestion écoresponsable des infrastructures, la réduction des émissions de CO₂ liées aux déplacements, l'utilisation de matériaux recyclés, et l'optimisation de la consommation énergétique dans les centres de conférence et les hôtels. Des destinations comme Marrakech et Casablanca intègrent de plus en plus de pratiques de développement durable, telles que l'utilisation de technologies économes en énergie, la gestion des déchets, et l'approvisionnement en matériaux locaux et écoresponsables pour les événements (Ministère du Tourisme, 2023).

Par ailleurs, des programmes de certification verte, tels que la norme ISO 20121, aident les organisateurs d'événements à structurer et évaluer leurs démarches durables. Ces programmes favorisent l'implémentation de politiques et pratiques écoresponsables dans la planification et l'exécution des événements, couvrant tous les aspects, depuis la gestion des ressources jusqu'à la réduction de l'empreinte carbone. En outre, des pratiques telles que le recours aux transports en commun, le choix de fournisseurs locaux, et la mise en place de dispositifs de recyclage lors des événements renforcent la durabilité du secteur. Au Maroc, plusieurs hôtels et centres de conférence adoptent ces standards et utilisent des panneaux solaires ou des systèmes de récupération d'eau pour optimiser leurs opérations tout en minimisant leur impact écologique (Office National de l'Eau Potable et de l'Électricité [ONEE], 2022).

2.2.4 Études de cas sur des initiatives réussies

Plusieurs initiatives réussies dans le tourisme d'affaires démontrent la viabilité d'une approche durable. Par exemple, le Palais des Congrès de Marrakech a mis en place une politique de réduction de l'empreinte écologique de ses événements en utilisant des équipements écoénergétiques et en intégrant un système de tri des déchets (Ministère du Tourisme, 2023). Ce centre de conférence a également adopté une politique de compensation carbone pour les événements internationaux, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre associées aux déplacements.

Un autre exemple se trouve dans la ville de Rabat, où des conférences internationales appliquent les normes ISO 20121 pour gérer de manière durable les grands événements, incluant des engagements sur la gestion des déchets, l'utilisation d'énergies renouvelables, et la réduction des ressources consommées. Le succès de ces initiatives a non seulement un impact positif sur l'environnement, mais contribue aussi à l'image du Maroc en tant que destination d'affaires innovante et responsable.

Enfin, le Festival International de l'Agriculture à Meknès adopte des pratiques écoresponsables en encourageant le recyclage, l'utilisation de matériaux locaux, et le soutien aux artisans régionaux. Ce type d'initiatives montre que les événements peuvent avoir un impact économique local tout en respectant les principes de durabilité. Ces pratiques offrent un modèle pour d'autres événements d'affaires au Maroc et témoignent de la capacité du pays à conjuguer développement économique et respect de l'environnement (Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, 2022).

Le tableau ci-dessous présente plusieurs études de cas de sites et d'événements marocains qui ont su mettre en place des initiatives durables exemplaires. Chacune de ces initiatives offre un aperçu des pratiques spécifiques adoptées et des résultats obtenus, soulignant le potentiel du Maroc pour se positionner comme une destination de choix pour le tourisme d'affaires responsable.

Tableau N°01: Études de cas approfondies sur les pratiques durables dans le tourisme d'affaires

Événement/Lieu	Pratiques durables	Résultats
Palais des Congrès de Marrakech	Réduction de consommation énergétique, gestion durable des déchets, compensation carbone	Réduction de l'empreinte carbone annuelle de 15 % ; image positive en tant que site d'événements durables
Forum des Investissements Africains, Rabat	Application de la norme ISO 20121, zéro déchet, matériaux biodégradables et recyclés	Réduction de 40 % des déchets non recyclables ; renforcement de l'image de Rabat comme destination responsable
Festival International de l'Agriculture, Meknès (SIAM)	Utilisation de produits locaux, soutien aux artisans, gestion des déchets verts, recyclage	Stimule l'économie locale, renforce la culture de durabilité ; création de compost à partir des déchets verts
Casablanca International Meetings	Transports écologiques, technologies de conférence à distance pour réduire les déplacements	Réduction des émissions liées aux déplacements ; modèle pour d'autres conférences durables
Centre des Congrès d'Agadir	Panneaux solaires, système de récupération des eaux usées pour irrigation	Diminution de la consommation d'énergie et d'eau ; image renforcée d'Agadir en tant que destination durable
Tangier Eco-Expo	Utilisation de matériaux recyclables, partenariat avec fournisseurs locaux, sensibilisation écologique	Sensibilisation accrue aux technologies vertes ; réduction de l'empreinte carbone de l'événement

3. Dynamiques et défis de l'intégration

Le développement du tourisme d'affaires durable au Maroc est un défi ambitieux qui repose sur une gestion complexe des dynamiques locales et internationales, une réponse aux obstacles structurels et financiers, et une coordination étroite entre les acteurs publics et privés.

Cette section approfondit ces dynamiques et défis et met en lumière les innovations qui façonnent l'avenir de ce secteur.

3.1 Analyse des dynamiques locales et internationales

Les dynamiques locales sont fortement influencées par le contexte économique marocain et les priorités stratégiques du gouvernement en matière de développement touristique. Au niveau national, le tourisme d'affaires durable est encouragé par les plans de développement régionaux, notamment ceux de Casablanca, Marrakech et Rabat, qui sont devenues des villes de premier plan pour les événements internationaux. Ces villes ont connu une modernisation significative de leurs infrastructures touristiques, avec des hôtels et centres de congrès respectant progressivement les normes de durabilité, tels que l'utilisation de l'énergie solaire et la gestion efficace de l'eau (Ministère du Tourisme, 2023).

Au niveau international, le Maroc bénéficie d'un contexte favorable en tant que destination stratégique entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Cette position géographique attire des événements d'envergure mondiale et des investissements étrangers dans les infrastructures touristiques. De plus, la demande pour des événements d'affaires responsables et durables est en croissance dans le monde entier, poussant les entreprises à choisir des destinations capables de répondre à des normes écologiques élevées (Organisation Mondiale du Tourisme [OMT], 2023). Cette tendance internationale encourage les opérateurs marocains à adopter des pratiques durables pour maintenir leur compétitivité.

3.2 Obstacles à l'intégration du tourisme d'affaires durable

L'intégration de la durabilité dans le tourisme d'affaires au Maroc fait face à plusieurs obstacles majeurs, notamment des défis financiers, structurels et opérationnels. Le coût initial élevé des infrastructures et des technologies durables reste l'un des obstacles principaux. La mise en place de systèmes d'énergie renouvelable, d'équipements économes en eau et de stations de tri des déchets requiert des investissements conséquents, que de nombreux acteurs du secteur ne peuvent assumer sans soutien financier (Haut-Commissariat au Plan, 2023). Les petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent une part importante du secteur touristique, éprouvent des difficultés à accéder aux technologies vertes en raison de leur coût et de leur manque d'expertise.

Par ailleurs, la sensibilisation limitée aux bénéfices de la durabilité est un défi non négligeable. Bien que certains gestionnaires de centres de conférence et d'hôtels commencent à intégrer des pratiques écoresponsables, une grande partie du secteur continue d'ignorer les avantages économiques et marketing de la durabilité. Le manque de formation dans ce domaine et l'absence de programmes éducatifs ciblés renforcent cet obstacle (OMT, 2023).

Enfin, l'absence de coordination et de réglementation uniforme entre les acteurs publics et privés constitue un obstacle à la durabilité. Bien que certaines villes adoptent des politiques de durabilité dans leurs infrastructures touristiques, le manque de normes unifiées freine l'adoption généralisée de pratiques durables. Cette situation génère une fragmentation du

secteur, avec des pratiques de durabilité inégales entre les différentes régions et acteurs du tourisme d'affaires.

3.3 Rôle des acteurs publics et privés

Les acteurs publics jouent un rôle crucial dans la transition vers un tourisme d'affaires durable. Le gouvernement marocain a élaboré plusieurs initiatives et incitations pour encourager les entreprises du secteur touristique à adopter des pratiques durables. Parmi ces incitations figurent des allègements fiscaux pour les entreprises certifiées écoresponsables et des subventions pour l'acquisition d'équipements verts. Le Ministère du Tourisme collabore également avec des organisations internationales pour aligner les politiques marocaines sur les standards internationaux en matière de durabilité (Ministère du Tourisme, 2023).

Les autorités locales, notamment les communes et les régions, interviennent également en favorisant l'amélioration des infrastructures locales, telles que le développement de transports publics écologiques pour les événements et la gestion durable des espaces publics autour des centres de congrès. En outre, l'adoption de labels verts et de certifications, comme la norme ISO 20121 pour les événements écoresponsables, constitue un outil efficace pour évaluer et améliorer les pratiques durables dans le tourisme d'affaires (OMT, 2023).

Les acteurs privés, quant à eux, ont une responsabilité directe dans l'application des pratiques durables. Les gestionnaires d'hôtels et les organisateurs d'événements investissent de plus en plus dans des équipements écoénergétiques, des systèmes de recyclage, et des matériaux écologiques. Les grandes entreprises du secteur, en particulier, commencent à intégrer des stratégies de responsabilité sociale des entreprises (RSE) qui incluent la durabilité comme pilier central. Ces acteurs collaborent également avec des start-ups locales pour innover dans la gestion des ressources et la réduction de l'empreinte écologique des événements.

3.4 Innovations et nouvelles tendances

Les innovations technologiques et les nouvelles tendances façonnent l'avenir du tourisme d'affaires durable au Maroc. L'une des tendances majeures est l'utilisation de la visioconférence et des plateformes numériques pour les événements hybrides. Ces technologies permettent de réduire les déplacements et les émissions de CO₂ associées, tout en offrant une alternative flexible pour les participants internationaux. Selon un rapport de l'OMT (2023), les événements hybrides représentent désormais plus de 25 % des conférences internationales, et ce chiffre continue de croître à mesure que la technologie devient plus accessible.

En plus des événements hybrides, l'intelligence artificielle (IA) est également utilisée pour optimiser la gestion des ressources dans les centres de conférence. Par exemple, des systèmes intelligents peuvent ajuster la climatisation et l'éclairage en fonction de l'occupation des salles, réduisant ainsi la consommation énergétique de manière significative. Les innovations en matière de construction durable sont également essentielles, avec l'utilisation de matériaux recyclés et de bâtiments à énergie positive qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

Tableau N°2: Dynamiques et Innovations dans le Tourisme d'Affaires Durable.

Aspect	Description	Exemple au Maroc
Dynamiques locales	Modernisation des infrastructures et adoption des pratiques durables	Casablanca, Marrakech, Rabat
Dynamiques internationales	Demande accrue pour des événements écoresponsables	Partenariats internationaux et certification durable
Obstacles financiers	Coûts élevés des infrastructures et équipements durables	Subventions et incitations fiscales
Rôle des acteurs publics	Mise en place de réglementations et incitations pour la durabilité	Labels verts, certifications et soutien financier
Rôle des acteurs privés	Application de politiques RSE, gestion durable des ressources	Gestion écoénergétique et technologies de recyclage
Innovations technologiques	Utilisation de la visioconférence et des plateformes d'événements hybrides	Événements hybrides dans les centres de congrès marocains
Innovations en construction	Utilisation de matériaux recyclés et bâtiments à énergie positive	Bâtiments à énergie positive à Casablanca et Marrakech

Ce tableau résume les dynamiques actuelles et les innovations qui façonnent le tourisme d'affaires durable au Maroc, mettant en lumière les principaux domaines d'amélioration et les pratiques exemplaires.

4. Politiques publiques et recommandations

Pour bâtir un secteur du tourisme d'affaires durable au Maroc, les politiques publiques doivent non seulement inciter les pratiques durables, mais également s'aligner avec les attentes et normes internationales. L'intégration de la durabilité dans le tourisme d'affaires repose donc sur un cadre réglementaire, des stratégies de soutien, des partenariats et une planification à long terme. Cette section s'appuie sur des développements théoriques et pratiques issus de la littérature pour approfondir les initiatives marocaines.

4.1 Cadre réglementaire et politiques en place

Selon Butler et Hinch (2007), un cadre réglementaire bien défini est essentiel pour orienter les pratiques touristiques vers la durabilité. Le Maroc a progressivement mis en place des standards de durabilité pour les infrastructures touristiques, s'inspirant des modèles internationaux. Le ministère du Tourisme, en collaboration avec des organisations comme l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), travaille à renforcer les normes de durabilité dans le tourisme d'affaires (OMT, 2023). Ce cadre englobe des directives en matière de

consommation énergétique, gestion des ressources, et utilisation d'énergies renouvelables dans les centres de conférence et hôtels.

De plus, des incitations fiscales encouragent les entreprises à obtenir des certifications écologiques, comme la norme ISO 20121, qui s'applique à la gestion durable des événements. Selon Bramwell et Lane (2013), ces certifications sont cruciales pour intégrer des standards de durabilité uniformes et pour sensibiliser les entreprises aux avantages économiques et compétitifs d'une gestion écoresponsable. Les incitations fiscales au Maroc incluent des réductions d'impôts et des subventions pour les infrastructures écoresponsables, motivant ainsi les entreprises à adopter ces pratiques (Ministère du Tourisme, 2023).

4.2 Stratégies pour encourager le tourisme d'affaires durable

Plusieurs stratégies sont développées pour favoriser le tourisme d'affaires durable au Maroc, parmi lesquelles la formation et la sensibilisation des acteurs du secteur sont fondamentales. Roberts et Tribe (2008) expliquent que la formation continue et la sensibilisation renforcent l'engagement à long terme des professionnels du tourisme envers la durabilité. Au Maroc, des ateliers sont régulièrement organisés par le ministère du Tourisme pour promouvoir la gestion écoresponsable des ressources et la réduction des déchets (Ministère du Tourisme, 2023). Ces formations visent à doter les professionnels des compétences nécessaires pour adopter des pratiques durables, stimulant ainsi une culture de responsabilité environnementale dans le secteur.

Par ailleurs, la diversification de l'offre touristique est une stratégie cruciale pour attirer des événements durables. De nombreux pays adoptent des approches de spécialisation pour attirer des segments de marché ciblés, notamment les conférences sur les énergies renouvelables et les forums sur les technologies vertes. Selon Weaver et Lawton (2010), une approche spécialisée permet de sensibiliser les participants aux enjeux environnementaux et d'ancrer les pratiques durables. Le Maroc, à travers des événements thématiques liés à l'économie verte, commence à attirer des segments de clientèle internationaux soucieux de l'impact écologique de leurs déplacements (OMT, 2023).

4.3 Rôle des partenariats public-privé

Les partenariats public-privé (PPP) jouent un rôle fondamental dans la transformation du tourisme d'affaires en un secteur plus durable. D'après Hall (2011), les PPP permettent de combiner les ressources et compétences des secteurs public et privé, ce qui est essentiel pour des projets exigeants en capital et en innovation, tels que les installations écoresponsables. Au Maroc, des partenariats public-privé facilitent le financement de projets de durabilité, comme l'installation de panneaux solaires dans les hôtels et les centres de congrès (Clef Verte Maroc, 2023). Ces initiatives partagées permettent de réduire la dépendance aux énergies fossiles et de renforcer l'attrait du Maroc en tant que destination d'affaires durable.

Les PPP contribuent également à la mise en place de certifications et labels écologiques, comme la Clef Verte, en partenariat avec des associations environnementales. Selon Buckley (2012), les labels écologiques sont des outils puissants pour motiver les entreprises à atteindre

des standards élevés de durabilité, et les partenariats aident à leur adoption en facilitant l'accès aux ressources nécessaires. Au Maroc, le label Clef Verte, en collaboration avec le gouvernement et des ONG locales, garantit le respect des critères de durabilité par les infrastructures touristiques (Clef Verte Maroc, 2023).

4.4 Recommandations pour l'avenir

Pour favoriser une transition écologique durable dans le tourisme d'affaires marocain, plusieurs recommandations sont proposées. Tout d'abord, il est crucial de renforcer les programmes de formation, en intégrant des modules spécialisés sur la durabilité pour les professionnels du secteur. Swarbrooke (1999) insiste sur l'importance de l'éducation pour ancrer les pratiques durables dans la culture d'entreprise et l'engagement à long terme envers la durabilité. Ces programmes peuvent inclure des formations sur la gestion des ressources, les certifications environnementales, et les solutions d'économie d'énergie, sensibilisant ainsi les acteurs aux avantages économiques et écologiques de ces pratiques.

Deuxièmement, un fonds d'investissement vert pour soutenir les PME dans la transition écologique est recommandé. Weaver (2006) souligne que les fonds d'investissement ciblés facilitent l'accès aux technologies vertes et permettent aux petites entreprises de bénéficier des innovations. Un tel fonds pourrait subventionner l'achat d'équipements économes en énergie, de systèmes de recyclage, et de panneaux solaires, stimulant l'adoption de ces technologies par des entreprises de toutes tailles.

Enfin, la création d'une plateforme nationale de collaboration public-privé est indispensable pour assurer la coordination des efforts de durabilité dans le tourisme d'affaires. Selon Hall (2011), les plateformes de collaboration permettent de partager les bonnes pratiques et d'harmoniser les politiques entre les acteurs, renforçant ainsi l'efficacité des initiatives. Une plateforme marocaine pourrait offrir un espace pour suivre les progrès des projets, partager les résultats des meilleures pratiques, et encourager l'innovation continue dans le secteur. Cette structure renforcerait également la visibilité du Maroc en tant que leader de la durabilité dans le tourisme d'affaires en Afrique du Nord, alignant les efforts du pays avec les normes internationales.

Tableau N°03: Synthèse des Stratégies et Recommandations pour un Tourisme d'Affaires Durable

Domaines	Stratégies actuelles	Recommandations futures
Cadre réglementaire	Standards de durabilité, incitations fiscales	Renforcement des normes et certifications, alignement avec les ODD
Formation et sensibilisation	Ateliers de formation, promotion de la gestion écoresponsable	Intégration de modules sur la durabilité et solutions d'économie d'énergie
Partenariats public-privé	Co-financement des infrastructures vertes, labels écologiques	Création d'une plateforme de collaboration nationale
Technologies vertes	Installation de panneaux solaires, gestion des ressources	Fonds d'investissement vert pour l'accès aux technologies durables
Communication et marketing	Campagnes de sensibilisation, promotion de l'image écoresponsable	Expansion des campagnes internationales pour renforcer l'attractivité

Source:Auteur

Conclusion:

Cet article a exploré l'évolution et les défis du tourisme d'affaires durable au Maroc, mettant en évidence les progrès réalisés, les obstacles persistants, et les opportunités d'avenir. En tant que destination en pleine expansion pour les événements d'affaires, le Maroc a déjà investi dans des infrastructures modernes et mis en œuvre des politiques incitatives pour renforcer son attractivité en Afrique du Nord. Ces efforts, qui incluent l'adoption de certifications comme la Clef Verte et la norme ISO 20121, montrent un engagement vers la durabilité, mais la mise en œuvre reste fragmentée. Des pratiques écoresponsables, telles que la gestion durable des ressources et la réduction des déchets, nécessitent encore une intégration plus généralisée soutenue par des mesures incitatives et une coordination renforcée.

Le potentiel pour développer un tourisme d'affaires durable est considérable. Les initiatives de formation et de sensibilisation des acteurs du secteur sont essentielles pour doter les professionnels des compétences nécessaires à une gestion responsable et écologique. De même, les partenariats public-privé ont montré leur efficacité en offrant un financement pour des infrastructures vertes et en favorisant l'innovation durable dans le secteur. Cependant, les obstacles financiers et structurels demeurent, limitant l'adoption plus large de la durabilité, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME) qui constituent une part importante du secteur touristique marocain.

Les perspectives d'avenir pour le Maroc reposent sur des stratégies d'innovation et de renforcement des politiques publiques. En répondant à la demande mondiale croissante pour

des destinations écoresponsables, le Maroc a l'opportunité de se positionner comme leader du tourisme d'affaires durable en Afrique, contribuant ainsi à renforcer sa visibilité et son attractivité. Pour y parvenir, il serait bénéfique de mettre en place des incitations financières supplémentaires pour faciliter l'accès aux technologies vertes et d'établir un fonds national pour le tourisme durable. Ces mesures permettraient aux PME d'acquérir des équipements écoénergétiques et des systèmes de recyclage, accélérant ainsi la transition écologique du secteur.

Le renforcement du tourisme d'affaires durable pourrait également s'appuyer sur des partenariats internationaux avec des organisations telles que l'Organisation Mondiale du Tourisme, permettant ainsi au Maroc d'accéder aux meilleures pratiques et de bénéficier de ressources technologiques avancées. En parallèle, la création d'une plateforme nationale de partage des meilleures pratiques favoriserait une culture de durabilité, encourageant l'innovation continue. En adoptant une approche intégrée et proactive, le Maroc pourrait non seulement attirer un nombre croissant d'événements internationaux, mais également contribuer aux objectifs de développement durable tout en consolidant sa position en tant que destination pionnière dans le tourisme d'affaires responsable.

Références

1. Bramwell, B., & Lane, B. (2013). Sustainable tourism research and practice. *Journal of Sustainable Tourism*.
2. Buckley, R. (2012). Sustainable tourism: Research and reality. *Annals of Tourism Research*, 39(1), 528–546.
3. Butler, R., & Hinch, T. (2007). *Tourism and Indigenous Peoples: Issues and Implications*. Elsevier.
4. Carroll, A. B. (1991). The pyramid of corporate social responsibility: Toward the moral management of organizational stakeholders. *Business Horizons*, 34(4), 39–48.
5. Clef Verte Maroc. (2023). *Certifications de durabilité pour les infrastructures touristiques marocaines*. Clef Verte.
6. DiMaggio, P. J., & Powell, W. W. (1983). The iron cage revisited: Institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields. *American Sociological Review*, 48(2), 147–160.
7. Freeman, R. E. (1984). *Strategic Management: A Stakeholder Approach*. Pitman.
8. Hall, C. M. (2011). Public–private partnerships for sustainable tourism. *Journal of Sustainable Tourism*, 19(5).
9. Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2023). *Analyse de l'économie marocaine et perspectives de durabilité*.
10. Kahneman, D., & Tversky, A. (1979). Prospect theory: An analysis of decision under risk. *Econometrica*, 47(2), 263–291.
11. Ministère du Tourisme du Maroc. (2023). *Tourisme durable et initiatives au Maroc*.
12. Organisation Mondiale du Tourisme (OMT). (2023). *Tourisme durable et initiatives mondiales*.
13. Porter, M. E., & van der Linde, C. (1995). Toward a new conception of the environment-competitiveness relationship. *Journal of Economic Perspectives*, 9(4), 97–118.
14. Swarbrooke, J. (1999). *Sustainable Tourism Management*. CABI.
15. Weaver, D. (2006). *Sustainable Tourism*. Elsevier.
16. Weaver, D., & Lawton, L. (2010). *Tourism Management*. John Wiley & Sons.